

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE

S/9808\*  
20 mai 1970  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS



---

LETTRE DATEE DU 18 MAI 1970, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL  
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT DE L'ARABIE SAUDITE  
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie du communiqué commun de la  
Conférence islamique des Ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à  
Djedda (Arabie Saoudite) du 23 au 25 mars 1970.

Comme mon gouvernement estime que le communiqué susmentionné est de la plus  
haute importance s'agissant de la situation au Moyen-Orient, je vous serais obligé  
de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document de l'Assemblée générale  
et du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc.

L'Ambassadeur,  
(Signé) Jamil M. BARRODY

---

\* Egalement publié sous la cote A/7979.

COMMUNIQUE COMMUN DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE DES MINISTRES  
DES AFFAIRES ETRANGERES

Conformément à la Déclaration que la Conférence islamique au sommet tenue à Rabat a adoptée le 25 septembre 1969<sup>1/</sup>, la Conférence islamique des Ministres des affaires étrangères s'est réunie à Djedda du 15 au 17 muharram de l'an 1390 de l'hégire (23-25 mars 1970), avec la participation des Etats suivants :

Le Royaume d'Afghanistan, la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République d'Indonésie, l'Iran, le Royaume hachémite de Jordanie, l'Etat du Koweït, la République libanaise, la République arabe libyenne, la Malaisie, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, la République du Niger, la République islamique du Pakistan, la République arabe unie, la République du Sénégal, la République démocratique somalie, la République démocratique du Soudan, la République tunisienne, la République turque et la République arabe du Yémen.

Des représentants de la République fédérale du Cameroun, de la Ligue des Etats arabes et de l'Organisation de libération palestinienne ont également assisté à la Conférence en qualité d'observateurs.

La Conférence a élu président de la Conférence S. E. Al-Sayed Omar Al-Sakkaf, ministre d'Etat aux affaires étrangères du Royaume de l'Arabie Saoudite. Le représentant de la République du Sénégal, S. E. Ahmadou Karim Gaye, et le représentant de la République démocratique somalie, S. E. Omar Arteh Ghalib, ont été nommés respectivement Rapporteur et Secrétaire.

Sa Majesté le roi Fayçal Bin Abdel Aziz, dans son discours inaugural, a évoqué les tâches qui revenaient à la Conférence et exprimé l'espoir qu'elle aboutirait à des résultats positifs.

Les délégations ont adressé des remerciements à Sa Majesté et au Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite pour leur aimable hospitalité et pour l'excellente organisation de la Conférence.

Comme il en avait été décidé à Rabat, deux points étaient inscrits à l'ordre du jour de la Conférence :

1) L'examen des résultats de l'action commune entreprise sur le plan international par les Etats participants pour donner suite aux décisions figurant dans la Déclaration de la Conférence islamique au sommet de Rabat;

2) L'étude de la question d'établir un secrétariat permanent chargé de faire la liaison entre les Etats participant à la Conférence et de coordonner leurs activités.

Au cours de la discussion générale, les délégations ont apporté des précisions sur les mesures prises par leurs gouvernements respectifs pour donner suite aux décisions figurant dans la Déclaration de la Conférence islamique au sommet de Rabat.

La Conférence a rappelé la profanation de la Mosquée Al-Aqsa, l'un des sanctuaires les plus vénérés de l'humanité, ainsi que les actes de destruction et les sacrilèges que continuaient de commettre les forces armées israéliennes d'occupation dans la Ville sainte de Jérusalem, exacerbant ainsi la tension au Moyen-Orient et provoquant l'indignation des peuples du monde entier.

La Conférence a estimé que la situation au Moyen-Orient allait en se détériorant depuis l'agression israélienne dirigée contre les pays arabes en juin 1967 et en raison aussi des attaques militaires lancées à diverses reprises par Israël contre les pays arabes, entraînant la destruction de villes, de villages et de lieux saints, et provoquant la mort de civils innocents et notamment de femmes et d'enfants.

La Conférence a également noté que l'agression et les atrocités commises par Israël avaient été condamnées à plusieurs reprises par l'Organisation des Nations Unies. Elle condamne l'intransigeance d'Israël et son refus de respecter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Elle condamne également le refus d'Israël de se retirer des territoires occupés et d'annuler les mesures visant à annexer la Ville sainte de Jérusalem et en modifier le statut.

La Conférence se déclare résolue, comme la Conférence islamique au sommet de Rabat, à rejeter toute solution du problème palestinien qui refuserait de reconnaître à Jérusalem le statut dont elle jouissait jusqu'au 5 juin 1967.

La Conférence :

- Réaffirme le droit du peuple palestinien de lutter pour la libération de sa patrie et le recouvrement de ses droits;

- Invite les Etats participants à aider le peuple palestinien, sur le plan politique, matériel et moral, dans sa lutte pour sa libération et à permettre au Mouvement de libération palestinienne de se faire représenter dans les pays islamiques;

- Décide de célébrer chaque année le 21 août (jour de l'incendie criminel de la Mosquée Al-Aqsa) une journée de solidarité avec la lutte du peuple de Palestine;

- Invite les Etats participants à prendre des mesures à l'échelon international au profit du peuple de Palestine dans la lutte légitime qu'il mène pour libérer sa patrie usurpée et les Lieux saints;

- Dénonce le sionisme comme un mouvement raciste, agressif et expansionniste contraire à tous les idéaux de l'homme et constituant une menace permanente pour la paix mondiale.

La Conférence persiste à demander instamment au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités en prenant des mesures sévères pour assurer le respect de ses résolutions relatives à la Mosquée Al-Aqsa à Jérusalem et à la situation au Moyen-Orient. La Conférence décide également que les Etats islamiques devraient déployer des efforts collectifs pour inciter l'Organisation des Nations Unies à prendre des mesures décisives à cet égard.

Elle demande instamment à tous les Etats, et plus particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique, à la France, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et à l'Union des Républiques socialistes soviétiques d'intensifier leurs efforts pour assurer le retrait des forces armées israéliennes de tous les territoires qu'elles occupent depuis la guerre de juin 1967.

Elle invite tous les Etats participants à prendre toutes les mesures qu'ils jugeront appropriées pour intensifier l'appui apporté aux gouvernements et aux peuples arabes dans la lutte qu'ils mènent pour obtenir que les forces israéliennes évacuent leurs territoires et pour que les Palestiniens recouvrent leurs droits usurpés.

La Conférence n'ignore pas qu'il est nécessaire d'alerter l'opinion mondiale à propos de la propagande fallacieuse du sionisme et des desseins expansionnistes d'Israël et elle demande expressément à chaque Etat participant de prendre dès que possible des mesures appropriées à cet égard.

La Conférence lance un appel à la solidarité de tous les Etats islamiques contre l'occupation israélienne de la Palestine et des territoires des pays avoisinants. Elle demande également instamment qu'aucun effort ne soit épargné pour développer la coopération économique, financière et culturelle entre les Etats islamiques, seul moyen efficace de déjouer et de contenir les tentatives faites par Israël pour s'infiltrer dans ces Etats.

La Conférence réaffirme que les Etats participants devraient continuer de se concerter en vue de promouvoir entre eux une étroite coopération et une assistance mutuelle dans les domaines économique, technique, scientifique, culturel et spirituel, en s'inspirant des préceptes éternels de l'Islam, dans l'intérêt des musulmans et de l'humanité tout entière.

La Conférence décide de se réunir une fois l'an, aux fins ci-après :

- a) Passer en revue les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de ses résolutions;
- b) Discuter des questions d'intérêt commun et faire des recommandations en vue d'une action commune;
- c) Fixer la date et le lieu des conférences islamiques au sommet.

La Conférence décide également :

- a) D'établir un secrétariat ayant les mandats ci-après :
    - i) Assurer la liaison entre les Etats Membres;
    - ii) Veiller à la mise en oeuvre des résolutions adoptées par la Conférence, notamment celles portant sur le problème palestinien;
    - iii) Préparer et organiser les sessions de la Conférence.
  - b) Le Secrétariat sera dirigé par un secrétaire nommé pour deux ans par la Conférence des Ministres des affaires étrangères. La Malaisie désignera la première personne qui occupera ce poste.
  - c) Les dépenses encourues au titre de l'administration et des activités du Secrétariat seront à la charge des Etats Membres.
  - d) Djedda sera le siège du Secrétariat jusqu'à la libération de Jérusalem.
- La Conférence décide que sa prochaine réunion aura lieu au Pakistan, au cours de l'année, à une date à convenir avec le Pakistan.